

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 23 SEPTEMBRE 2025 à 19h00**

□□□

Nombre de conseillers

- ♦ en exercice : 29
- ♦ présents : 22
- ♦ votants : 29

□□□

Président : R. DETANG, Maire

Présents : Mr R. DETANG, Mme I. PASTEUR, Mr M. JELLAL, Mme C. GOZZI, Mr P. SCHMITT, Mmes S. MUTIN, P. BONNEAU, Mr V. GNAHOUROU, Mme K. BOUZIANE LAROSSI, MM K. SOUVANLASY, S. AWOUNOU, D. REUET, Mmes E. PREIONI VINCENT, V. BACHELARD, C.FROIDUROT, S.PANNETIER, M. GANHUY, N. COMBELONGE, V. DOS SANTOS, MM S. KENCKER, M. MANUELIAN, M. TAYEBI

Excusés : Mme A. MALACLET (pouvoir à P. BONNEAU), MM S. BOULOGNE (pouvoir à M.JELLAL), H. EL KRETE (pouvoir à V. GANHOUROU), M. BAMBA (pouvoir à V. BACHELARD), Mme N. BINGGELI (pouvoir à C. GOZZI), MM J. THOMAS (pouvoir à P.SCHMITT), B. MILLOT (pouvoir à S. KENCKER)

Date de convocation

16 septembre 2025

Secrétaire de séance : Valentin GNAHOUROU, Adjoint au Maire

Date d'affichage

25 septembre 2025



5. VILLE DE QUETIGNY – AVIS PREALABLE A UN PROJET DE CREATION D'UNE CRECHE COLLECTIVE DE TYPE MICRO-CRECHE PORTE PAR LA SAS « LA BELLE VIE »

Décision :

27 voix pour : R. Detang, I.Pasteur, M.Jellal, S.Mutin, V.Gnahourou, H. El Krete, P.Bonneau, K. Bouziane Laroussi, K.Souvanlasy, C.Gozzi, P.Schmitt, J.Thomas, C.Froidurot, S.Awounou, S.Pannetier, N.Binggeli, M.Ganhuy, V.Bachelard, D.Reuet, A.Malaclet, S.Boulogne, E.Preioni, M.Bamba, S.Kencker, V.Dos Santos, B. Millot, N.Combelonge

2 abstentions : M.Tayebi, M. Manuélian

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et suivants ;

Vu la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, notamment son article 17, relatif au développement des services de la petite enfance en lien avec les politiques d'insertion et d'accès à l'emploi, et la coordination locale avec France Travail ;

Vu le Schéma Départemental des Services aux Familles, et les orientations territoriales en matière de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant ;

Considérant la volonté de la Commune de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des familles, en particulier des parents en recherche d'emploi ou en parcours d'insertion, notamment par la facilitation de l'accès à un mode d'accueil adapté ;

Considérant les besoins d'accueils identifiés auprès des familles, ainsi que les objectifs fixés par la Convention d'objectifs et de gestion (COG) de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) ;

Considérant l'intérêt de favoriser la diversité des modes d'accueil avec un fonctionnement adapté aux besoins des familles, en lien avec les partenaires sociaux et les acteurs de l'emploi ;

Le service public de la petite enfance est une initiative visant à garantir un accueil de qualité, accessible et équitable pour les enfants de 0 à 3 ans. Il s'inscrit dans une volonté de mieux répondre aux besoins des familles, de lutter contre les inégalités et d'améliorer la couverture territoriale des modes de garde.

Depuis le 1^{er} janvier 2025, les communes françaises sont devenues les autorités organisatrices de l'accueil du jeune enfant (AOAJE), conformément à l'article 17 de la loi du 18 décembre 2023 pour le plein emploi. Cette responsabilité implique l'exercice de plusieurs compétences, modulées en fonction de la taille de la commune.

Aussi, tout projet de création, d'extension ou de transformation d'un établissement ou d'un service de droit privé accueillant des enfants de moins de 6 ans devra, pour pouvoir être autorisé par le président du conseil départemental, avoir fait l'objet d'un avis favorable de l'autorité organisatrice (AO) compétente pour planifier le développement des modes d'accueil, la décision devant faire l'objet d'une délibération en conseil municipal.

L'avis de l'Autorité Organisatrice n'est pas rendu au regard de l'adéquation du projet aux normes réglementaires destinées à garantir la sécurité des enfants et la qualité d'accueil ; Cette vérification est conduite par le Conseil Départemental dans la phase d'instruction de la demande d'autorisation. L'avis ne peut pas non plus être rendu en considération du statut du gestionnaire (lucratif ou associatif).

A ce titre, le 9 juin 2025, la Ville de Quetigny a été destinataire d'un projet de création d'une micro-crèche déposé par la SAS « La belle vie » dont le siège social est domicilié 12 rue Bouchet à Dijon. Ce projet porte précisément sur la création de 12 places d'accueil pour des jeunes enfants âgés de 2 mois et demi à 4 ans.

Sur la base des critères d'analyse préconisés par le législateur déclinés ci-dessous :

- La zone choisie pour l'implantation comprend ou non une offre suffisante pour répondre à la demande actuelle ou projetée et/ou correspond ou non à une zone prioritaire de développement pour l'autorité organisatrice au regard des besoins relatifs des différentes zones du territoire ;
- La zone choisie pour l'implantation répond ou non aux critères d'accessibilité géographique au regard du maillage urbain en termes de transport ;
- L'installation d'un nouvel établissement sur la zone considérée répond ou non aux besoins de maintien de l'offre et viendrait équilibrer ou déséquilibrer l'offre existante, notamment parce que l'offre existante présente déjà des taux d'occupation faibles ou importants ou des difficultés à maintenir le niveau d'activité souhaité ; Les éléments suivants pourront également être pris en compte dans le processus d'analyse et d'aide à la prise de décision : taux de natalité, nombre de demande de place en crèche, places disponibles, nombre de dossiers en liste d'attente, capacité d'accueil du territoire (accueil collectif et accueil individuel), effectifs des enfants accueillis au sein de la « classe des 2 ans » ;
- La grille tarifaire répond ou non aux critères d'accessibilité financière au regard de la sociologie de la zone ;
- Les horaires d'ouverture ou l'amplitude horaire répondent ou non à des besoins prioritaires identifiés sur la zone (horaires atypiques).

Le Conseil municipal décide :

- D'émettre un avis favorable à la demande de création de la micro-crèche « La belle vie » ;
- D'autoriser le Maire à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.



Fait à Quetigny, le 24 septembre 2025

Copie Certifiée Conforme,


Rémi DETANG

Maire de Quetigny

Vice-Président de Dijon Métropole

Président de l'EPFL de Côte d'Or